

**CONTENU ET IMPLICATIONS DES
ACTES ADDITIONNELS DE LA
CEDEAO EN MATIERE
D'INVESTISSEMENTS**

par

**Monsieur Roger LALOUPO
Directeur du Département
des Affaires juridiques
de la Commission
de la CEDEAO**

**CONTENT AND IMPLICATIONS OF
ECOWAS SUPPLEMENTARY
ACTS ON INVESTMENT**

by

**Mr. Roger LAOUPPO
Director of the Department
of Legal Affairs
at the ECOWAS Commission**

INTRODUCTION:

1. Base Légale de l'Acte Additionnel

- Plusieurs dispositions du Traité de la CEDEAO prescrivent la mise en place d'une politique régionale des investissements (Article 3 paragraphe 2 (d) – Article 3 paragraphe 2 (f) – Article 3 paragraphe 2 (i).
- Le Comité ministériel de suivi des APE a prescrit en Avril 2006 à la Commission de la CEDEAO d'élaborer un cadre régional de politique des investissements.

2. Opportunité de l'Acte Additionnel

- Similitudes entre les différents codes des investissements des États membres, pouvant servir de base à l'élaboration de règles communautaires

INTRODUCTION:

1. Legal Basis of the Supplementary Act

- Several provisions of ECOWAS Treaty have prescribed the establishment of a regional investment policy (Article 3 paragraph 2(d), Article 3 paragraph 2(f) and Article 3 paragraph 2(i).
- In April 2006, the EPA Ministerial Follow-Up Committee invited ECOWAS Commission to devise a regional investment policy framework.

2. Desirability of the Supplementary Act

- Similarity of Member States' investment codes which could serve as basis for formulation of Community Rules.

- Cependant, mesures d'incitation et de protection des investisseurs disparates dans les codes nationaux des investissements.

Nécessité de créer dans la région, des conditions sûres, transparentes, stables et prévisibles pour les investissements.

3. Structure

- Quarante trois (43) Articles subdivisés en dix (10) chapitres.

4. Contenu

a) Objectifs

- Les règles Communautaires visent à promouvoir les investissements en vue de soutenir le développement durable de la région.

- However, national investment codes contain disparate investment incentive and protection measures.

Need to establish in the region reliable, transparent, stable and predictable conditions for investments.

3. Structure

- Forty-three (43) Articles subdivided into ten (10) Chapters

4. Content

a) Objectives

- The objective of the Community Rules on investment is to promote investment that supports sustainable development of the region.

b) **Champ d'application**

- Application de l'Acte Additionnel à tous les investissements réalisés avant ou après l'entrée en vigueur de l'Acte.
- Pas d'obligation ou de responsabilité rétroactive à la charge de l'investisseur.
- Cependant, obligation de se soumettre aux obligations et responsabilités au plus tard vingt quatre (24) mois après l'entrée en vigueur de l'Acte Additionnel.

b) **Scope of Coverage**

- Supplementary Act shall be applicable to all investments made before or after the entry into force of the Act.
- No retroactive obligations or responsibilities for the investor.
- However, there is the requirement to comply with on-going obligations and responsibilities within twenty-four (24) months of entry into force of the Supplementary Act.

5. Normes de traitement des Investisseurs des États membres

- Normes de trois (3) ordres à savoir traitement national, traitement de la nation la plus favorisé et normes régionales minimales.

a) Traitement national

- Chaque État membre accorde:
 - aux investisseurs d'un autre État membre ou
 - aux investissements effectués par les investisseurs d'un autre État membre,
un traitement non moins favorable que celui qu'il accorde, dans des circonstances analogues:
 - à tout autre investisseur opérant sur son territoire;

5. Standards of Treatment of Member States' Investors

- The Act defines three (3) sets of standards: National Treatment; Most-Favored Nation Treatment and Minimum Regional Standards.

a) National Treatment

- Each Member State shall accord:
 - to investors of another Member State or
 - to the investments of investors from another Member State,
a treatment no less favorable than that which it accords in like circumstances,
 - to any other investor operating in its territory;

- aux investissements effectués par ses propres investisseurs,

en ce qui concerne la gestion, la direction, l'exploitation, l'expansion et la vente ou autre aliénation d'investissement.

b) **Traitement de la Nation la plus favorisée**

- Chaque État membre accorde:
 - aux investisseurs d'un autre État membre ou;
 - aux investissements effectués par les investisseurs d'un autre État membre

un traitement non moins favorable que celui qu'il accorde, dans des circonstances analogues:

- à des investisseurs de tout autre État membre au sein de la Communauté
 - aux investissements effectués par les investisseurs de tout autre État membre ou d'un tiers,
- en ce qui concerne la gestion, la direction, l'exploitation, l'expansion et la vente ou autre aliénation d'investissement.

- to the investments of its own investors;

with respect to the management, conduct, operation, expansion, sale or other disposition of investments.

b) **Most-Favored Nation Treatment**

- Each State shall accord
 - to investors of another Member State or
 - to the investments of investors from another Member State,

a treatment no less favorable than that which it accords in like circumstances,

- to investors of any other Member State of the Community;
 - to the investments made by investors from other Member States of the Community or of a third party,
- with respect to the management, conduct, operation, expansion, sale or other disposition of investment.

c) **Normes régionales minimales**

- Chaque État membre accorde aux investisseurs des autres États membres ou à leurs investissements un traitement juste et équitable ainsi qu'une protection et une sécurité en vertu de sa législation nationale.

6. **Expropriation**

- Aucun État ne peut directement ou indirectement nationaliser ou exproprier un investissement effectué sur son territoire si ce n'est:
 - sur une cause d'utilité publique
 - sur une base non discriminatoire

c) **Minimum Regional Standards**

- Each Member State shall accord to investors from other Member States or their investments, a fair and equitable treatment as well as full protection and security under domestic law.

6. **Expropriation**

- No Member State may, directly or indirectly, nationalize or expropriate an investment made in its territory, except:
 - for a public purpose;
 - on non-discriminatory basis;

- en conformité avec l'application de la loi et
- moyennant le versement préalable d'une indemnité correspondant à la juste valeur marchande de l'investissement exproprié

7. Dirigeants et Conseils d'Administration

- aucun État membre ne peut exiger qu'un investissement nommé comme dirigeants des personnes d'une nationalité donnée.
- un État peut exiger que la majorité des membres du Conseil d'Administration ou d'un Comité du Conseil d'Administration d'un investissement

- in accordance with due process of law; and
- in lieu of prior payment of compensation equivalent to fair market value of the expropriated investment.

7. Senior Management and Boards of Directors

- No Member State may require that an investor appoint to senior management positions, individuals of any particular nationality.
- A State may require that a majority of members of the Board of Directors or any of its Committees,

- soit d'une nationalité donnée ou résidant sur son territoire, à condition que cette exigence ne compromette pas la capacité de l'investisseur à contrôler son investissement.

8. Transfert d'Actifs

- Chaque État membre permet les transferts libres et sans délai d'actifs se rapportant à un investissement.

9. Obligations et devoirs des investisseurs et des investissements

a) Obligations Générales

i. Obligations des Investisseurs et des Investissements

- Les investisseurs et les investissements sont soumis aux lois et règlements de l'État d'accueil;

- be of particular nationality or resident in the territory of that State, provided that the requirement does not impair the investor's ability to exercise control over his/her investment. .

8. Transfer of Assets

- Each Member State shall permit free and expeditious transfer of all returns derived from investment.

9. Obligations and Duties of Investors and Investments

a) General Obligations

i. Obligations of Investors and Investments

- Investors and investments are subject to the laws and regulations of the host country.

- Ils doivent se conformer aux formalités de l'État d'accueil concernant l'établissement de l'investissement et accepter la compétence de cet État;
- Ils veillent à travers leurs politiques et pratiques de gestion, à contribuer à la réalisation des objectifs de développement de l'État d'accueil;

ii. **Obligations de l'État d'accueil**

- L'État d'accueil protège tout renseignement commercial confidentiel de toute divulgation qui cause un préjudice à la position concurrentielle de l'investisseur ou de l'investissement;

- They must comply with host country's formalities for establishment of investment, and accept host State's jurisdiction;

They shall strive, through their management policies and practices, to contribute to actualization of the development objectives of the host State;

ii. **Obligations of the Host State**

- The host State shall protect confidential business information from any disclosure that would prejudice the competitive position of the investor or of investment;

b) **Évaluation des impacts préalables à l'établissement**

- les investisseurs réalisent une étude des impacts socio culturels et environnementaux de l'investissement potentiel et la rendent publique;
- les investisseurs, leurs investissements et les autorités des États d'accueil appliquent le principe de précaution à leur étude.

c) **Lutte contre la corruption**

- les investisseurs et leurs investissements s'abstiennent de tout acte de corruption avant ou après leur établissement

b) **Pre-establishment Impact Assessment**

- Investors and investments shall conduct an environmental and socio-cultural impact assessment of the potential investment, and shall publicise the outcomes of such assessment.
- Investors, their investments and host State authorities shall apply the precautionary principle to such impact assessment study.

c) **Anti-Corruption**

- Investors and their investments shall, prior to establishment of an investment or afterwards, refrain from all acts of corruption.

d) **Obligations postérieures à l'établissement**

- Les investisseurs ou leurs investissements doivent s'efforcer de respecter les règles d'hygiène, de sécurité, de santé et de couverture sociale en vigueur dans le pays d'accueil;
- Ils doivent respecter les droits de l'homme sur le lieu de travail et ne doivent commettre aucun acte qui viole les droits de l'homme;
- Ils doivent agir en conformité avec les normes fondamentales du travail exigé par l'OIT;

d) **Post Establishment Obligations**

- Investors or their investments shall strive to comply with the hygiene, security, health and social welfare rules applicable in host country;
- They shall uphold human rights at work place, and shall not undertake any act that is in breach of human rights.
- They shall act in accordance with fundamental labour standards as prescribed by ILO;

e) **Gouvernance et pratiques d'entreprise**

- Les investissements doivent se conformer aux normes de gouvernance d'entreprise acceptées au plan national et international en matière de transparence.

f) **Responsabilité sociale de l'entreprise**

- L'entreprise doit se conformer à l'ensemble des lois, des règlements et des normes applicables de l'État d'accueil et aux obligations prévues par l'Acte Additionnel

g) **Responsabilité de l'investisseur**

- Les investisseurs sont susceptibles d'être poursuivis en responsabilité civil dans l'État d'accueil pour leurs Actes ou décisions lorsque ceux-ci causent des dommages matériels.

e) **Corporate Governance and Practices**

- Investments shall comply with and maintain national and internationally accepted standards of corporate governance with regard to transparency.

f) **Corporate Social Responsibility**

- The investment shall comply with all applicable laws, regulations and standards of host State and the obligations set forth in the Supplementary Act.

g) **Investor Liability**

- Investors shall be liable to civil action in their host State, for acts undertaken or decisions made where such acts or decisions lead to material damage.

10. Obligation de l'État d'accueil

a) Équité procédurale

- Les procédures administratives, législatives et judiciaires de l'État d'accueil doivent fonctionner de façon équitable, transparente, indépendante et efficace.

b) Maintien de normes environnementales et autres

- Les États membres ne doivent pas encourager l'investissement au moyen de l'assouplissement des mesures liées au travail, à la santé publique, à la sécurité out à l'environnement.

10. Host State Obligations

a) Procedural Fairnes

- Host State's administrative, legislative and judicial processes shall operate in equitable, transparent, independent and efficient manner.

b) Maintenance of Environmental and Other Standards

- Member States shall not encourage investment through relaxation of domestic labour, public health, safety or environmental measures.

c) Publication de l'information

- Les États membres doivent mettre à la disposition du public, tout contrat ou entente d'investissement conclu avec l'investisseur, à l'exception des renseignements commerciaux confidentiels.

d) Mesures incitatives

- Les États d'accueil potentiels évitent d'entrer en compétition au moyen de mesures incitatives faussant la concurrence, pour attirer des investissements.

11. Droit de l'État d'accueil

a) Exigence de rendement

Les États d'accueil peuvent imposer des exigences de rendement pour

c) Publication of Information

- Member States shall make available to the public any investment contracts or agreements concluded with investors, except confidential business information

d) Incentives

- Potential host Member States shall avoid competition designed to attract investors through incentives that distort competition for investments.

11. Host State Rights

a) Performance Requirements

Host States may impose performance requirements to

promouvoir les retombées nationales des investissements en matière de développement.

b) Promotion et de facilitation de l'investissement

i. Au niveau régional

- la Communauté crée des structures régionales appropriées;

ii. Au niveau national

- Les États membres créés et maintiennent des structures nationales pertinentes;
- Ils facilitent des investissements de la diaspora dans la région;
- Ils promeuvent des mécanismes de garantie des investissements, l'intégration des capitaux et d'autres mesures.

promote domestic development benefits from investments.

b) Investment Promotion and Facilitation

i. At Regional Level

- The Community shall create appropriate regional structures;

ii. At National Level

- Member States shall establish and maintain appropriate national structures;
- They shall facilitate Diaspora investment in the region;
- They shall promote investment guarantee mechanisms, capital integration and other measures.

c) **Accès aux renseignements concernant l'investisseur**

- Ces renseignements peuvent être recherchés par l'État d'accueil auprès d'un investisseur potentiel ou de l'État d'origine de l'investisseur concerné;
- Ces renseignements sont protégés par l'État d'accueil lorsqu'ils sont commerciaux et confidentiels;

12. **Droit et obligation de l'État d'origine**

a) **Assistance et facilités à l'investissement transfrontalier**

- Les États d'origine doivent faciliter les investissements transfrontaliers vers d'autres États de la Communauté;

b) **Information**

- Les États d'origine doivent, à la demande d'un État d'accueil potentiel, fournir à ce dernier, les

c) **Access to Investor Information**

- Host States may seek the relevant information from a potential investor or his/her home State;
- Where business and confidential information is involved, they shall be protected by the host State:

12. **Home State Rights and Obligations**

a) **Assistance and Facilitation of Cross-Border Investment**

- Home States should facilitate cross-border investments to other States of the Community;

b) **Information**

- Home States shall, at the request of a potential host State, provide the latter with

renseignements exigés et nécessaires susceptibles de permettre à celui-ci de s'acquitter de ses obligations et devoirs liés à un investisseur ou à un investissement;

c) Responsabilité de l'investisseur dans l'État d'origine

- Les États d'origine s'assurent que leurs systèmes et règles juridiques favorisent les poursuites au fond liées à la responsabilité civile, devant les tribunaux nationaux;

13. Relations de l'Acte Additionnels avec d'autres accords

- Tous les accords d'investissement conclus par les États membres avant l'entrée en vigueur de l'Acte Additionnel qui sont incompatibles avec celui-ci doivent être négociés dans un délai de vingt quatre (24) mois.

Information as is requested and available, likely to enable the latter to meet its obligations and perform its duties towards an investor or an investment;

c) Investor Liability in Home State

- Home States shall ensure that their legal systems and rules allow for action to be instituted before their domestic courts for civil liability.

13. Relation between the Supplementary Act and Other Agreements

- Any investment agreement entered into by Member States prior to the entry into force of the Supplementary Act , and are incompatible with the Act, shall be renegotiated within twenty-four (24) months.

- Les États membres veillent à ce que d'autres accords commerciaux internationaux qu'il signent soient compatibles avec l'Acte Additionne;

- Member States shall ensure that the provisions of international trade agreements to which they are parties, are consistent with the provisions of the Supplementary Act.